

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur la situation au Liban et sur la place de la France et de l'Europe dans les relations internationales, à Paris le 28 août 2006.

Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,  
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Je suis heureux de vous recevoir à l'Élysée pour ouvrir la conférence des ambassadeurs qui se tiendra autour de M. DOUSTE-BLAZY et des membres du Gouvernement qui l'assistent dans sa mission.

Alors que les enjeux nationaux et internationaux sont de plus en plus liés, la France est fière et sait qu'elle peut compter sur vous, sur vous toutes et sur vous tous :

Compter sur vous pour porter sur tous les continents, sur tous les fronts, les valeurs universelles de notre République, l'engagement de notre pays pour la paix, les droits de l'homme, la justice, la solidarité, l'égalité des hommes et des cultures.

Elle sait qu'elle peut compter sur vous pour servir une France qui entreprend, qui exporte, qui innove et qui crée, une France qui tient son rang dans la mondialisation.

Elle sait qu'elle peut compter sur vous pour venir au secours de nos compatriotes dans l'épreuve, et je veux à cette occasion rendre un hommage particulier à toutes celles et à tous ceux qui ont participé, avec courage souvent, aux opérations humanitaires au Liban.

Une fois encore, le Moyen-Orient interpelle la conscience universelle. En quelques jours, nous avons vu le Liban dévasté, son peuple meurtri, quinze années d'efforts réduites à néant. Au même moment, Israël vivait l'épreuve de la vulnérabilité, qui a fait resurgir d'anciennes hantises. Quelques semaines plus tôt, c'est le peuple palestinien sur qui se refermaient les portes de l'espoir. Dans les deux cas, des provocations irresponsables, et les réactions parfois excessives qu'elles ont engendrées, ont conduit la région entière au bord du gouffre.

L'enchaînement funeste des événements met en évidence la complexité et l'imbrication des situations. Israël aspire à la sécurité, le Liban a soif de liberté, le peuple palestinien crie justice. Mais chacun voit qu'au Moyen-Orient, les lignes de fracture se rejoignent et les crises s'additionnent. L'interminable conflit israélo-palestinien alimente l'incompréhension à l'égard d'un ordre mondial qui tolère l'injustice. L'instabilité en Irak et les tensions dans le Golfe diffusent leurs effets dans tout le Proche-Orient. Des groupes radicaux veulent exercer un droit de veto sur la paix. Riche de sa diversité, le Liban concentre sur lui les coups que les protagonistes n'osent mutuellement s'infliger. Au-delà de ces affrontements se profile un danger majeur, celui du divorce entre les mondes, Orient contre Occident, islam contre chrétienté, riches contre pauvres. Dans le fracas des armes, la France s'est mobilisée pour arrêter l'escalade des violences. La résolution 1701, élaborée largement à son initiative et adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité, a permis de mettre un terme aux combats. Ce texte offre également le cadre d'une solution durable fondée sur la sécurité d'Israël et la souveraineté du Liban sur la totalité de son

territoire. Ainsi chacun est placé devant ses responsabilités : l'alternative est soit la reprise des hostilités, qui creuserait un infranchissable fossé entre deux peuples voisins, soit l'option politique d'un règlement global et durable. Il y va de l'avenir du Liban et de la sécurité d'Israël, mais aussi de la stabilité de la région dans tout son ensemble.

Déjà, le gouvernement de M. SINIORA a pris la décision courageuse de déployer l'armée libanaise au sud. La résolution trace un processus qui doit conduire au désarmement des milices et au règlement des questions frontalières, y compris celle des fermes de Chebaa et il revient au Secrétaire général des Nations Unies d'enclencher ce processus politique. D'ores et déjà j'appelle Israël à lever le blocus qui pénalise gravement l'économie libanaise et empêche de progresser dans la voie de la normalisation.

La France, pour sa part, a pris ses responsabilités. J'ai décidé un renforcement substantiel de notre engagement dans la FINUL. Nos équipes sont déjà sur le terrain pour la réfection des infrastructures majeures, pour la réparation des dégâts écologiques et pour l'aide humanitaire. J'appelle à un vaste élan de solidarité dans le cadre d'une conférence internationale à laquelle la France travaille. Mais rien n'est possible sans un concours de tous les pays de la région.

Précisément parce que le Liban a été trop longtemps le théâtre de leurs affrontements, tous doivent comprendre qu'ils ont avantage à un Liban souverain et indépendant, où l'autorité exclusive de l'Etat s'exerce sur l'ensemble du territoire. C'est la meilleure garantie de leurs intérêts légitimes, en particulier de sécurité.

Cette crise d'une nature sans précédent est le produit d'autres impasses. Le conflit israélo-palestinien concentre toute l'incompréhension entre les mondes, le sentiment que les grands principes sont à géométrie variable. Pourtant, chacun connaît les contours d'un règlement. Un consensus existe, y compris entre Israël et les Palestiniens, sur la coexistence de deux Etats vivant en paix et en sécurité. Mais en vérité, et c'est le plus grave, chacun a perdu confiance en l'autre.

Le défi, c'est de rétablir cette confiance afin de relancer l'action diplomatique. Il incombe aux parties de définir les paramètres d'un règlement. Mais la clé, c'est l'engagement de la communauté internationale. C'est à nous de les aider à surmonter les blocages en nous portant garants de la paix dont elles auront tracé les contours.

Certes, les circonstances ne sont pas les meilleures. Le Hamas n'a pas encore tiré les conséquences de son entrée dans la voie politique en acceptant l'arrêt des violences, la reconnaissance d'Israël et les acquis d'Oslo. Mais le Président Mahmoud ABBAS incarne l'engagement du peuple palestinien pour une paix négociée et le Premier ministre OLMERT a inscrit la négociation au premier rang de ses options.

Rien ne devrait donc empêcher le dialogue de reprendre. Les États arabes modérés qui ont, lors du sommet de Beyrouth en 2002, confirmé leur profond changement d'attitude à l'égard d'Israël ont un rôle essentiel à jouer.

Se résigner au statu quo, c'est risquer l'engrenage de la violence qui échappera à tout contrôle. Israël aspire légitimement à la sécurité mais la sécurité ne va pas sans justice. La sécurité d'Israël est indissociable de la création d'un État palestinien, à l'intérieur de frontières sûres et viables. Mais la réalisation des droits légitimes des Palestiniens ne saurait justifier, ni un intolérable déni de l'existence d'Israël, ni le recours au terrorisme.

Dans ces conditions, une relance immédiate du processus diplomatique s'impose. J'appelle dans cet esprit, dans cette perspective à une réunion rapide du Quartette.

Le pari de la paix et de la sécurité s'adresse aussi à l'Iran et à la Syrie.

L'Iran ne trouvera pas la sécurité dans le développement de programmes clandestins, mais bien dans sa pleine insertion au sein de la communauté internationale. J'exhorte une fois encore Téhéran à faire les gestes nécessaires pour créer les conditions de la confiance. Il y a toujours place pour le dialogue. L'Iran est un grand pays. Mais la reconnaissance de son rôle lui crée aussi une obligation : celle de dissiper les appréhensions et de travailler à la stabilité régionale, comme il convient à un grand pays responsable.

Quant à la Syrie, elle doit sortir de sa logique d'enfermement. Elle a vocation à reprendre sa

place à la table des nations en respectant la légalité internationale, les exigences de l'ONU et la souveraineté de ses voisins. Le Moyen-Orient a besoin d'une Syrie active au service de la paix et de la stabilité régionale.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Par-delà l'histoire de nos guerres et de nos réconciliations, c'est dans les grands défis du temps présent que la construction européenne trouve sa pleine légitimité. Les peuples renoueront avec l'Europe, psychologiquement et affectivement, si elle s'affirme comme une force de proposition et d'action, face aux désordres du monde, comme une réponse à la mondialisation.

L'avenir du projet européen est aujourd'hui lié à la capacité de l'Europe à être un acteur politique de référence.

Être un acteur capable de nourrir un dialogue constructif avec les grands pôles du monde. Il faut pour cela que les Européens s'émancipent de leurs inhibitions et traitent avec leurs partenaires en fonction des intérêts objectifs de notre continent. Elle doit notamment mieux prendre en compte l'émergence de la Chine, où je me rendrai dans quelques semaines.

Être un acteur capable de mobiliser sa puissance au service de la paix. L'Europe a été trop absente de la crise libanaise, alors que la France avait recommandé, à plusieurs reprises, que le Haut Représentant soit investi d'un mandat lui permettant de parler et d'agir au nom des vingt-cinq, comme il le fait dans l'affaire iranienne. Nous sommes d'autant plus fondés à nourrir cette ambition qu'en Macédoine, en Bosnie-Herzégovine, à Aceh, en République démocratique du Congo, l'Europe fait la preuve de sa capacité à s'engager.

Un grand défi nous attend dans les Balkans occidentaux, où l'Union européenne s'est engagée à accompagner le cheminement du Kosovo vers son statut final. Elle doit se préparer à une relève de l'OTAN sur le modèle de ce qui a été entrepris en Bosnie. La France y prendra, bien sûr, toute sa part.

C'est en s'engageant ainsi que l'Union européenne apportera sa pleine contribution à la solidarité transatlantique qui est un des éléments constitutifs de notre sécurité. Dans quelques semaines, se tiendra à Riga le Sommet de l'OTAN. Nous voulons que cette rencontre soit un succès et marque une nouvelle étape dans l'adaptation de l'Alliance.

Ce résultat, nous l'obtiendrons en préservant la légitimité même de l'OTAN, en tant qu'organisation militaire garante de la sécurité collective des alliés européens et nord-américains. Chercher à engager l'Alliance dans des missions non militaires, dans des partenariats à la carte, dans des aventures technologiques, dans un élargissement insuffisamment préparé, ne pourrait que dénaturer sa vocation.

Affirmer l'identité européenne dans la mondialisation, comme y aspirent nos concitoyens, c'est relever le défi de l'innovation, de la compétitivité et de l'emploi. Grâce aux réformes courageuses qui ont été assurées, nos pays connaissent aujourd'hui, notamment l'Allemagne et la France, une amélioration remarquable de la croissance et de l'emploi.

Consolidons cette tendance en allant de l'avant dans l'Europe des projets, afin notamment d'assurer durablement la sécurité énergétique de notre continent et de relever le défi du changement climatique. Ce sera, après le G8 de Saint-Pétersbourg, un des thèmes du Conseil européen d'octobre en Finlande. C'est également un enjeu majeur des négociations capitales qui s'engagent sur l'avenir du régime international de lutte contre le changement climatique après 2012.

Répondre à la mondialisation, c'est aussi lutter, en partenariat avec les pays d'origine et de transit, comme nous nous y sommes engagés à Rabat, contre les filières mafieuses de l'immigration illégale. C'est en même temps nous attaquer aux causes profondes du phénomène en aidant l'Afrique à avancer sur la voie du développement pour lui permettre d'offrir à ses jeunes un avenir qui soit un avenir de dignité.

Grâce aux réformes qu'elle a engagées, grâce à notre partenariat, la croissance africaine accélère et devrait atteindre près de 5 pour cent cette année. L'Europe doit s'engager pleinement dans la mobilisation de ressources nouvelles pour consolider cette évolution décisive pour notre avenir commun. La France est à la tête de ce mouvement avec l'augmentation de son effort d'aide

publique au développement, qui passe de 0,3 pour cent de son PIB en 2001 à 0,5 pour cent en 2007, et par son combat incessant pour des financements innovants et additionnels.

Répondre à la mondialisation, c'est aussi réussir l'élargissement qui étend la paix, la démocratie et la prospérité à l'ensemble de notre continent. Des engagements ont été pris qui seront tenus. Mais ne laissons pas ce processus être conduit comme s'il était une sorte de fatalité. Il doit être maîtrisé, compris et accepté par les peuples. C'est là tout l'enjeu du débat sur la capacité d'absorption de l'Union que la France a demandé et que nous devons mener à bien sous présidence finlandaise.

L'élargissement ne fait que rendre plus aiguë la question de l'expression démocratique dans les institutions de l'Union. Nous faisons confiance à la présidence finlandaise pour replacer cette question au centre même du débat sur les institutions, dans la perspective de la présidence allemande de l'Union en 2007, qui sera marquée, comme vous le savez, par la célébration du cinquantième anniversaire du Traité de Rome, puis de la présidence française de 2008.

La crise au Moyen-Orient a démontré une nouvelle fois que l'ONU est au coeur de l'action internationale.

A New York, à l'ouverture de l'Assemblée générale, je réaffirmerai la nécessité de la réforme des Nations Unies, et notamment le besoin d'élargissement du Conseil de sécurité, pour conforter, sur le long terme, sa capacité à assumer la responsabilité première que lui confie la Charte au service de la paix et de la sécurité.

Ce sera également pour moi l'occasion de réaffirmer qu'il n'est pas de justice et de stabilité sans solidarité et de poursuivre mon combat pour la solidarité internationale en lançant, avec le ministre des Affaires étrangères, le programme Unitaid.

L'Afrique reste également au coeur de notre action pour un monde plus juste et plus solidaire. Mais ce renouveau, que j'évoquais, demeure très fragile et menacé par les conflits qui persistent sur ce continent.

En Côte d'Ivoire, il n'y a pas d'autre sortie de crise que des élections ouvertes et sincères, fondées sur des listes électorales renouvelées. C'est le sens de l'engagement du conseil de Sécurité et de l'Union africaine, qui doivent faire prévaloir la voix de la raison.

Dans le conflit du Darfour, le Soudan doit accepter le déploiement de l'opération de l'ONU appuyée par l'Union africaine. Il faut mettre un terme à cette tragédie qui déstabilise dramatiquement la région tout entière. La France participe pleinement aux actions humanitaires et soutient la force africaine AMIS.

En République démocratique du Congo, la France et l'Union européenne, avec l'Allemagne notamment, accompagnent sur le terrain les élections qui sont en cours. La France appelle tous les acteurs à respecter le verdict du peuple congolais, qui s'est clairement exprimé en faveur de la paix et de la réconciliation nationale. Le temps n'est plus à faire parler les armes mais à engager une dynamique de stabilité, de paix et de croissance. Je m'en suis utilement entretenu, il y a deux jours, avec le Président KABILA.

Conjurer le danger du divorce entre les mondes, c'est aussi travailler à la préservation de la diversité culturelle et à la promotion du dialogue des civilisations. Tel est le message que je porterai dans quelques semaines, à Bucarest, au sommet de la Francophonie.

Mesdames et Messieurs,

La France tient, en Europe et dans le monde, une place singulière, qui est la sienne par les valeurs qu'elle représente, par la vision qu'elle porte, par l'espérance qu'elle incarne.

Il nous appartient de mobiliser cette capacité unique d'influence et d'action pour conjurer les périls, valoriser les immenses atouts de notre pays dans la mondialisation et bâtir, c'est bien là l'objectif pour nos enfants, un monde plus sûr, plus juste et plus solidaire.

Je vous remercie.